ISSN 0024-7650

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 107 - 26 août 1989 - prix : 8 F

lutte ouvrière

La voie polonaise

vers les libertés et... la crise à l'occidentale

Liban : l'impérialisme français a du mal à ne pas se faire oublier !

M 6189 - 1107 - 8,00 F
3796189008001 11070

LIBAN :

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS A DU MAL À NE PAS SE FAIRE OUBLIER.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Décidément les déboires n'apprennent rien à certains. Chaque fois que la France, ces dernières années, a fait mine d'intervenir au Liban, cela s'est pourtant terminé par un fiasco.

En 1984, les paras débarqués avec les Américains sous le nom de force multinationale ont dû réembarquer piteusement après avoir laissé près de quatre-vingts des leurs sous les décombres de leur cantonnement. Quatre fois moins que les Américains eux-mêmes il est vrai, les terroristes avaient respecté la hiérarchie impérialiste.

Il y a quelques mois l'envoi d'un navire, annoncé sur des airs guerriers, a dû être rapidement transformé en mission humanitaire, sans parvenir à autre chose qu'à permettre au secrétaire d'Etat Kouchner de poser au héros dans Beyrouth bombardé.

Aujourd'hui Mitterrand récidive par l'envoi de huit vaisseaux, dont le porte-avion Foch, au large du Liban. On se demande pour quel but ? Et Mitterrand lui-même le sait-il ?

En tout cas, cette fois-ci, l'affaire a l'air aussi de sombrer dans le ridicule avec l'annonce que la France retire certains de ses navires alors qu'ils ne sont pas encore arrivés sinon même tous partis, et le maintien du reste de l'armada française prudemment au large des côtes du Liban.

Avant même que l'armada française atteigne l'autre bord de la Méditerranée le président, tout en faisant dans le style qui consiste à annoncer ses reculades sur le ton de celui qui ira jusqu'au bout, a d'abord assuré qu'il s'agissait d'une mission humanitaire. Une de plus. Ce à quoi la Syrie et ses alliés ont eu beau jeu de s'étonner que l'on envoie une armée pour une mission humanitaire.

Il est possible après tout qu'évacuer quelques ressortissants français soit tout l'exploit que pourra accomplir la flotte française. Heureuse encore si elle y parvient et ne doit pas rebrousser chemin avec encore moins à son actif. Car que peut-elle faire d'autre ?

Dans un deuxième temps, Mitterrand a parlé de «mission de sauvegarde»... Pour sauvegarder quoi ? L'approvisionnement en armes françaises, directement ou via l'Irak, du camp chrétien soumis au blocus syrien ? Cela, c'est bien possible, malgré le démenti du général Aoun après avoir expliqué le contraire dans une interview à France-Soir...

Il est évident que dans les circonstances actuelles une intervention militaire française au Liban est exclue. La plus mauvaise farce que la Syrie ou un des clans libanais qui lui sont liés pourrait faire à Mitterrand ce serait bien de bombarder les navires français, les obliger à riposter et à s'enferrer ainsi par une intervention qui ne peut mener nulle part.

Imposer un cessez-le-feu, pour ne pas parler de la paix, aux belligérants est encore plus exclu. La menace d'une flotte, dont on sait qu'elle ne tient surtout pas à intervenir, est dérisoire. Et ce n'est pas la France qui peut imposer ce que les Etats-Unis eux-mêmes, même avec l'aide directe d'Israël et l'appui discret de l'URSS, s'avouent bien incapables de faire pour le moment.

Si cette expédition (ratée avant d'avoir commencé, semble-t-il) a un sens autre qu'inspiré par l'envie de Mitterrand, de plus en plus évidente au fur et à mesure qu'il vieillit, de jouer les De Gaulle, c'est qu'il s'agit d'un geste pour rappeler la France au bon (ou au mauvais) souvenir de tous. Un jour ou l'autre, même s'il est impossible d'en prévoir la date aujourd'hui, il y aura bien un règlement au Liban et au Moyen Orient. Dans la situation politique actuelle il ne peut naître que d'une négociation sous l'égide des deux grands, USA et URSS. La France, qui a des intérêts divers là-bas, ne serait-ce que ceux d'un des principaux marchands d'armes de la planète, ne veut pas se laisser oublier. S'il y a négociations, elle veut en être, autour de la table ou dans les couloirs. Alors, pour qu'on tienne compte d'elle aussi, elle envoie régulièrement diplomates ou soldats faire un tour de ce côté. Ils n'ont pas pour mission de réaliser quelque chose, mais seulement de pousser du col un impérialisme de second plan, afin qu'il soit dans le coup le jour, lointain ou proche, où les différents protagonistes seront amenés à un compromis.

Ce petit jeu peut, bien sûr, être payé de quelques morts, soldats français ou otages américains ou même de bombes à Paris pour peu que quelques groupes terroristes s'énervent de la présence des bateaux de guerre ou que la Syrie ou l'Iran veuillent ridiculiser le petit satan français.

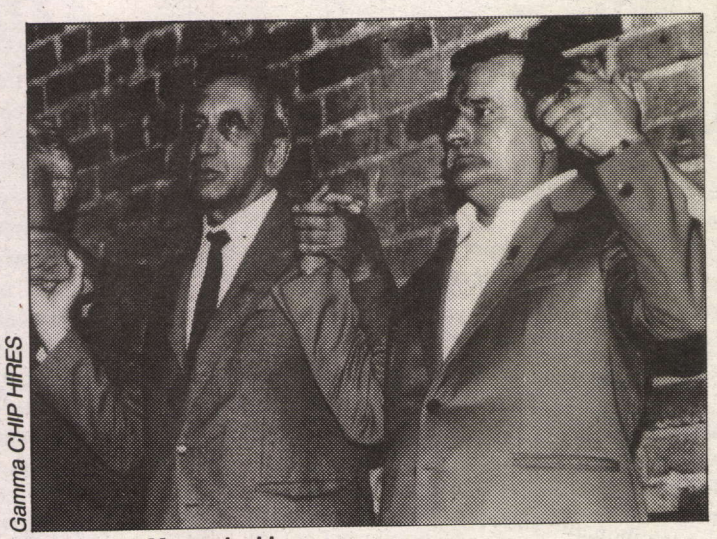
Car on n'est plus au dix-neuvième siècle quand il suffisait d'envoyer une canonnière pour réduire un gouvernement d'Asie ou d'Afrique à merci. Aujourd'hui une escadre française entière est bien incapable d'intervenir quand un seul petit navire n'hésitait pas à ouvrir le feu jadis. Il est vrai que l'impérialisme a, en revanche, perfectionné le jeu qui consiste à trouver sur place des forces et des hommes qu'il peut lancer ou encourager contre les peuples ou les gouvernements qui lui déplaisent. Le général Aoun, auquel les armes françaises parviennent en quantité via l'Irak, pourrait le dire.

SOLIDARITÉ FORME SON GOUVERNEMENT

Depuis l'annonce de la nomination d'un représentant de Solidarité, Tadeusz Mazowiecki, comme chef du futur gouvernement polonais, la chasse aux portefeuilles est ouverte à Varsovie.

Magnanime, Tadeusz Mazowiecki n'a cessé de répéter qu'il souhaitait *«un gouvernement de large coalition»*, faisant place à toutes les forces politiques. Avant même sa propre désignation, Walesa avait pris l'engagement que deux ministères clefs, celui de l'Intérieur et celui de la Défense resteraient aux mains du POUP (PC Polonais), même si le parti est devenu minoritaire aujourd'hui. Mais le futur chef de gouvernement a, semble-t-il, fort à faire pour contenir les offres de services de tout un petit monde de politiciens qui vole au secours de la victoire de Solidarité. Outre les deux petits partis satellites du POUP qui ont basculé du côté de Solidarité, c'est au sein même du POUP que des députés renâclent, 24 ont même menacé de quitter leur parti pour rejoindre un autre club parlementaire.

Et nous n'en sommes encore qu'au début des tractations. Le Premier ministre n'étant désigné officiellement par le Parlement, que ce jeudi 24 août, le gouvernement proprement dit ne sera probablement pas désigné avant la fin du mois.



Gamma CHIP HIRES

Walesa et Mazowiecki

Mettant le temps à profit, le POUP cherche à faire monter les enchères et est donc allé chercher du renfort du côté de... Moscou et son premier secrétaire, Rakowski, a obtenu au cours d'une longue conversation avec Gorbatchev au téléphone que celui-ci rappelle que *«sans la participation du POUP, la Pologne ne pourrait sortir de la crise»*. Gorbatchev ne pouvait dire moins. Car même Moscou n'est plus ce qu'il était pour le PC Polonais. De son côté, Walesa a félicité Gorbatchev qu'il *«admire beaucoup»* et qu'il souhaite rencontrer. Côté américain, le président Bush a tenu a son tour *«à féliciter Gorbatchev»* de ce qu'il ait demandé au PC Polonais de participer au nouveau gouvernement.

Bref, c'est l'idylle : le gouvernement d'union nationale qui se prépare sous l'égide de Solidarité a reçu tous les vœux de bonheur et de Moscou et de Washington... Nantis de tels appuis, le nouveau Premier ministre polonais a esquissé devant les parlementaires de Solidarité les premières mesures de gouvernement et lancé un appel *«au travail»* et *«à la patience»* : tout un programme en effet et qui lui n'a rien d'idyllique pour les travailleurs du pays.

Cécile BERNIER

LA VOIE POLONAISE VERS LES LIBERTÉS... ET LA CRISE À L'OCCIDENTALE

C'est donc fait, la Pologne a un Premier ministre issu de Solidarité, le syndicat dirigé par Walesa. Et bien des travailleurs polonais croient peut-être avoir, avec Tadeusz Mazowiecki un ministre et quasiment un gouvernement à eux, à défaut d'avoir du pain, de la viande et du savon...

Ce coup de théâtre politique de l'autre côté du rideau de fer, s'est réalisé en douceur, pacifiquement, à l'issue de quelques semaines de discussions entre dirigeants de Solidarité et hommes de Jaruzelski, avec l'accord tacite de Gorbatchev, sans compter bien sûr, la bénédiction du pape !

Mais si en Pologne Jaruzelski a appelé Solidarité au gouvernement et si tout s'est déroulé à la mode parlementaire occidentale, c'est pour mieux préparer, à la mode occidentale là aussi, la plus dure des guerres économiques à la classe ouvrière polonaise. Bien sûr, Walesa et Solidarité disent que bien des sacrifices sont nécessaires pour *«relever l'économie polonaise»*. Cela, c'est pour endormir et faire rêver les travailleurs. Les banques occidentales et leurs gouvernements quant à eux ne rêvent pas et continuent de faire leurs comptes : le gouvernement américain a pratiquement déclaré qu'il ne lâcherait pas aux amis de Walesa plus qu'il lâchait à la dictature de Jaruzelski. Il espère seulement, que Walesa et les ministres de Solidarité sauront mieux faire accepter les sacrifices et les plans d'austérité du FMI aux dix millions de travailleurs polonais que ceux qui se prétendaient «communistes».

La Pologne totalitaire de Jaruzelski n'a jamais rien eu de communiste. De l'autre côté, le système capitaliste n'a jamais été capable d'assurer l'abondance à l'immense majorité des pays dits «d'économie de marché».

Et quand on veut faire croire aux travailleurs polonais qu'avec Solidarité et l'Eglise ils vont enfin bénéficier du miracle de «notre» économie de marché, on ferait mieux de leur parler de mirage. Les bourgeoisies les plus riches du monde, d'Europe et d'Amérique du Nord, ne feront pas plus de cadeaux à la Pologne gouvernée par Solidarité, qu'ils n'en ont fait par exemple à l'Inde qui a bel et bien une économie de marché, mais qui connaît elle aussi la corruption des dirigeants, le parasitisme de l'Etat, l'extrême misère de la grande majorité et la richesse inouïe de quelques nababs, alternativement l'austérité ou l'inflation, la gabegie d'un côté, la pénurie de l'autre, sans compter l'intervention de l'armée contre les manifestations malgré le régime parlementaire officiel...

En fait, il n'y a qu'une chose que les dirigeants polonais viennent d'emprunter pour le moment avec succès aux pays capitalistes les plus riches : l'art de domestiquer les dirigeants des organisations ouvrières !

Dans un pays comme la France, cela fait 150 ans que la bourgeoisie a appris à traiter et marchander avec les leaders politiques et syndicaux qui ont la confiance des travailleurs, pour mieux faire accepter en situation de crise, les pires sacrifices à la classe ouvrière. C'est toujours dans de telles circonstances que d'abord quand il était encore un parti ouvrier le Parti Socialiste, puis le Parti Communiste ont accédé au gouvernement.

La démocratie bourgeoise, c'est l'exercice d'un certain nombre de libertés, importantes c'est vrai, mais qui justement nécessitent aussi de la part des possédants, l'art d'endormir et de duper les travailleurs en retournant contre eux leurs propres dirigeants. Il arrive que ce soit plus efficace que la dictature.

En Pologne, la dictature n'a pas empêché les explosions ouvrières. Alors aujourd'hui, après la trique, voici le temps des illusions politiques.

Ce n'est pas pire bien sûr, à condition que les travailleurs polonais se servent des nouvelles libertés à leur disposition pour ne pas se laisser embrigader une fois de plus par ceux qui parlent en leur nom, en invoquant cette fois le Christ et l'Occident au lieu du stalinisme !

Car il ne suffit pas d'avoir conquis des «syndicats libres» au cours de luttes passées. Les travailleurs doivent aussi garder leur liberté de jugement et d'action par rapport à tous ces leaders, même sortis du rang, et ne faire confiance qu'en eux-mêmes.

Editorial des bulletins d'entreprises du lundi 21 août

VOIR EN PAGE 6 ET 7, NOS ARTICLES SUR LES AUTRES PAYS DE L'EST

En bref

(AFP)

Une journée à Ouistreham pour les «oubliés des vacances».

QUELLES VACANCES?

La presse et la télévision se sont fait l'écho des opérations "une journée à la mer" organisées par le Secours Populaire ou les mairies communistes de la Région parisienne.

Une journée sur une plage du Nord, pour 20 ou 30 francs, c'est en effet tout ce que beaucoup d'enfants ont pu s'offrir comme vacances cette année. Car, cet été, d'après les statistiques de l'INSEE, deux Français sur cinq et un enfant sur trois ne sont pas partis en vacances.

Dans un monde où les affaires flambent et où certains peuvent maintenant jouer, au casino de Cannes, avec des plaques de 10 millions de francs - un milliard de centimes ! -, d'autres, beaucoup d'autres, n'ont qu'une journée de pique-nique sur la plage pour échapper aux cités-béton des banlieues.

Un symbole, plus de cinquante ans après les congés payés.

S.M.

PARIS RÉNOVATION : DEHORS LES PAUVRES!

Un commando a attaqué, samedi 19 août, un immeuble du XX^e^ arrondissement de Paris, occupé par le Comité des mal-logés.

En quelques minutes, quatre hommes ont aspergé d'un gaz lacrymogène la cage d'escalier, l'entrée et les portes d'appartements, puis se sont sauvés avec une estafette dont la plaque d'immatriculation avait été soigneusement dissimulée.

Une opération de "professionnel", selon un témoin, pour tenter d'intimider les occupants.

Cela fait en effet un an et demi que des familles africaines, maghrébines et françaises - soixante personnes au total - occupent cet immeuble appartenant à la ville de Paris, en attendant leur relogement en HLM demandé depuis des années.

Un objectif tout désigné pour des nervis, agissant pour leur propre compte ou celui de sociétés immobilières. Et ce n'est malheureusement pas une nouveauté dans cet arrondissement en "rénovation" où on a déjà connu des incendies criminels dans des immeubles vétustes abritant des foyers d'immigrés.

Chirac rénove... les promoteurs profitent. Et chasser les pauvres - ou du moins tenter de le faire - ça coûte tout de même moins cher que de les reloger !

S.M.

PAUVRES POLITICIENS

Michel Pezet, le député socialiste des Bouches-du-Rhône, vient d'être inculpé pour une affaire de fausses factures, rejoignant ainsi une trentaine de politiciens de droite et du Parti Socialiste mêlés eux aussi à l'affaire de la SORMAE. Il a reconnu que les campagnes électorales étaient financées *"à partir de bureaux d'études"*.

Le gouvernement, sensible à la détresse de ces politiciens, leur prépare en même temps qu'une loi d'administie destinée à les blanchir, une loi qui permettra de financer les partis aux frais des contribuables. Comme cela ils pourront avoir bonne conscience en même temps qu'ils auront leurs caisses bien remplies.

C'est-y pas gentil !

JEAN-PAUL AU TOP 50

Fini les chorales, la musique d'orgues et les lentes processions. Pour accueillir la jeunesse catholique venue en pèlerinage, le pape s'est mis au rock. Mais attention, on peut être rock et rétro. A preuve, c'est en se trémoussant que les danseurs du pape ont rappelé aux scouts les valeurs de la morale sexuelle et de la chasteté. Diable !

UN PALLIATIF

Devant le manque d'instituteurs, le gouvernement vient de faire une fois de plus mine de prendre des mesures : il n'y aura plus de limite d'âge pour se présenter au concours de recrutement.

Les instits se font rares : cela coûte moins cher de modifier les conditions d'un concours que d'augmenter les salaires. Mais cela ne règle rien !

L'ANNIVERSAIRE DU FRIC

Samedi 19 août, le milliardaire américain Malcom Forbes, a donné une fête dans son palais de Tanger au Maroc, pour son soixante-dixième anniversaire. La plupart des 600 invités (représentants des plus grandes fortunes mondiales, tel Lee Iacocca, PDG de Chrysler) avaient été transportés à ses frais par trois avions : un Concorde, un DC8 et son propre avion, un Boeing 747 ; leur protection était assurée par quelque cent vingt gardes du corps engagés pour l'occasion.

La soirée s'est finie par un gigantesque feu d'artifice, visible à 40 kilomètres, c'est-à-dire de l'autre côté du détroit de Gibraltar, en Espagne. Cette "petite" sauterie a coûté la bagatelle de 1 million de dollars (6,4 millions de francs) !

Forbes a expliqué aux journalistes que cette dépense *"n'avait rien de choquant"* dans le contexte d'un pays comme le Maroc car elle constituait des "investissements" ! Effectivement, des dizaines de jeunes ont été embauchés pour jeter des roses sur le parcours, recouvert de tapis précieux, qu'ont emprunté les invités !...

C'est cette débauche d'argent, étalée sans vergogne par les riches, qui un jour ou l'autre provoquera une réaction de colère des masses pauvres du Maroc et d'ailleurs.

Liliane LEFEBVRE

LA PELLETEUSE EN FOLIE

La semaine dernière (voir LO n° 1106), le maire de Charvieu avait affirmé que c'était par "erreur" qu'une pelleteuse, commandée par ses soins, avait détruit au petit matin la grande salle qui servait de lieu de culte à la communauté musulmane. Résultat : un blessé parmi les occupants du lieu, des ruines, un retour de flamme à la mairie et un beau scandale.

Par erreur ? Peut-être, mais le maire s'était justement fait réélire aux dernières municipales sur le thème : pas de mosquée chez nous.

Alors l'erreur, si erreur il y a, de la part de la mairie, c'est d'avoir pensé que tout cela se ferait en douce.

Car, depuis, la communauté musulmane, la presse, la télévision, les ligues anti-racistes ont porté le scandale sur la scène publique. Le ministre de l'Intérieur a dû intervenir.

En fin de compte, la pelleteuse de Charvieu conduira peut-être à la construction d'une vraie mosquée ! Le maire raciste n'a pas fini de prier, pour se faire pardonner son "erreur" !

LE «SALE AIR» DES STATISTIQUES

Chaque statistique mensuelle rappelle que les prix montent et pas les salaires. Avec 0,3% en juillet, ça fait déjà 2,4% depuis le début de l'année, et selon les prévisions officielles, ça fera de 3,6 à 3,7% pour 1989. Le gouvernement veut limiter l'augmentation des salaires à 2,2%. Et ça encore, c'est pour les travailleurs dont l'Etat est le patron. Car pour les autres, nombreux sont ceux pour lesquels il n'est même rien prévu du tout.

Il y a du pain sur la planche pour obtenir notre dû.

DE LA DROGUE À L'ASSASSINAT POLITIQUE

L'arrestation en Colombie de plus de 12 000 personnes, directement ou indirectement mêlées au trafic de drogue, se veut une riposte spectaculaire, ostensible, aux meurtres récents de personnalités du monde politique, judiciaire ou policier. Visiblement le gouvernement a voulu faire un exemple. Et même si les principaux chefs de l'organisation de la drogue, ceux qu'on appelle le Cartel de Medellin, sont passés entre les mailles du filet, la massive intervention de la police et de l'armée colombiennes, à défaut de résoudre le problème, a marqué au moins pour quelque temps un coup d'arrêt dans le trafic de la cocaïne à destination des Etats-Unis.

Le problème n'était pas nouveau. Depuis presque dix ans, l'organisation et le développement foudroyant du trafic de cocaïne étaient de notoriété publique. La presse, la télévision internationales ne cessaient de dénoncer les agissements du Cartel de Medellin ; au sein même du monde politique colombien, des hommes allaient jusqu'à préconiser le dialogue avec les trafiquants, affirmant qu'une guerre ouverte contre les "narco-trafiquants" conduirait à l'extermination de toute la nation. Il a même été question, en 1984, de tractations entre le Cartel de Medellin et le président d'alors, Betancour, pour échanger le droit pour les trafiquants de revenir sur leur terre contre la promesse de rapatrier tous leurs dollars au pays et éponger ainsi la "dette" de la Colombie.

En fait, l'organisation de la drogue a pu grandir et se développer jusqu'ici avec sinon la complicité du moins la complaisance des milieux gouvernementaux colombiens. Dans ce pays misérable où le revenu par tête d'habitant est l'un des plus bas d'Amérique latine, la violence des trafiquants de drogue et de leurs tueurs à gages est venue se greffer sur la violence généralisée qui a marqué depuis plus de quarante ans la vie politique et sociale de la Colombie. Guerre "politique" (qui fit plus de 300 000 morts entre 1948 et 1958), coupée de pactes de non-agression entre les libéraux et les conservateurs, guérillas multiples et souvent antagonistes, s'appuyant sur la misère d'une population paysanne, le plus souvent sans terre, violence urbaine liée à un développement fantastique des villes (70%, de la population vit aujourd'hui dans les villes), où s'entassent chômeurs, paysans ayant quitté la terre et miséreux de toute sorte. Avec un prolétariat industriel, dans les mines, le pétrole, le textile, les cimenteries, un prolétariat agricole dans les bananeraies et la canne qui se sont dotés d'organisations syndicales ; voilà sur quel fond s'est greffé le "narco-trafic" qui, entre la culture, l'acheminement et le traitement de la drogue, sa réexpédition vers les Etats-Unis, fait vivre aujourd'hui des centaines de milliers de personnes.

Au début, bien des gens dans les milieux gouvernementaux et patronaux n'ont pas vu d'un mauvais œil la création et l'activité des groupes para-militaires que finançaient les "narco-trafiquants". Car leur cible a d'abord été au moins autant les militants syndicalistes et les guérilleros que les policiers ou les bandes rivales. En fait, la toute puissance de l'argent de la drogue a vite fait du Cartel de Medellin un Etat dans l'Etat, capable de corrompre et d'acheter policiers, soldats, hommes politiques.

Par contre, le mouvement ouvrier a payé un lourd tribut à cette violence para-militaire : plus de 800 assassinats de membres de l'Union Patriotique (le plus fort parti de gauche d'obédience communiste), de nombreux dirigeants des syndicats des travailleurs de la banane, des travailleurs de l'Education ou du pétrole, ont été assassinés ou menacés de mort. Tout cela sans susciter de riposte d'envergure de la part du gouvernement en place.

Mais il semble que les milieux de la drogue aient franchi un pas de trop en s'attaquant de façon intense au pouvoir judiciaire, du moins à ceux des juges qu'ils n'avaient pu corrompre. En quelques jours, coup sur coup, la rébellion unanime des juges de Colombie qui ont donné leur démission collective après l'assassinat d'un juge de la cour d'appel, puis l'assassinat du chef de la police de l'Etat d'Anfioquia, fief d'un trafiquant du Cartel de Medellin, enfin l'assassinat du candidat libéral Luis Carlos Galan à l'élection présidentielle de 1990 ont contraint le gouvernement à réagir. D'autant que la pression des Etats-Unis sur le problème de la drogue se fait de plus en plus forte.

Mais la vague d'arrestations passée, combien de procès seront-ils instruits ? Combien de trafiquants, de tueurs, de dealers seront-ils libérés ? Combien de temps faudra-t-il aux chefs miraculeusement épargnés par le coup de filet pour reconstituer leurs filières et reprendre leurs activités ?

Plus que celui de la drogue, le problème de fond est celui de la misère, de la crise et de l'énorme tension sociale qui en résulte. Pour le résoudre, il faudra bien autre chose qu'une démonstration policière. Il faudra un véritable soulèvement des masses pauvres et des travailleurs contre ceux qui les exploitent, les affament, les rackettent et les assassinent.

Colette BERNARD

SOUSCRIPTION : À NOS LECTEURS

La somme recueillie pour les élections européennes se monte à ce jour à 1 245 393 F. Des listes nous parviennent encore, mais vu la date et le temps qui s'est écoulé depuis les élections, nous ne pouvons poursuivre plus longtemps leur publication sans empiéter sur des sujets que l'actualité ou l'histoire mettent à l'ordre du jour. Nous demandons donc à ceux de nos lecteurs et amis qui nous ont aidés, de bien vouloir nous excuser s'ils ne voient pas leur nom ou leur dédicace dans ces colonnes. Nous les remercions de leur soutien et de leur compréhension.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

HONGRIE

LA COURSE À LA PRIVATISATION DES

Alors que l'accession au poste de Premier ministre d'un des dirigeants de Solidarité illustre, de façon spectaculaire, la rapidité de l'évolution engagée en Pologne, les changements engagés par les dirigeants en place en Hongrie, pour être plus discrets, n'en sont pas moins rapides et moins amples.

Dans le domaine économique, depuis la mise en application en fin 1988 d'un ensemble de lois sur les entreprises destiné, d'après son préambule, à *«créer le cadre juridique pour assurer»... «le développement d'une économie de marché, la circulation des capitaux, ainsi que la présence directe des capitaux étrangers dans notre économie»*, les *«sociétés par action»*, les *«sociétés à responsabilité limitée»* désormais autorisées et encouragées, poussent comme des champignons.

La multiplication dans le commerce, dans la sous-traitance industrielle, dans les services, de petites sociétés employant vingt, trente, ou cent personnes officialise l'accumulation privée rapide commencée en réalité depuis plusieurs années. Elle leur ouvre, par la même occasion, de nouveaux champs.

Tout cela a pour résultat d'enrichir et de renforcer de façon visible, le poids social d'une petite bourgeoisie d'affaires. Elle fournit un appui social tout acquis à la volonté du gouvernement de favoriser le développement de l'économie de marché. Mais ce n'est pas cette couche-là qui est susceptible de fournir les capitaux que les dirigeants veulent attirer vers une industrie en stagnation. Là, le gouvernement vise l'Occident. Non plus pour y emprunter ; non plus pour créer de ces «entreprises mixtes», ou de ces «joint ventures» par lesquelles bien des pays de l'Est tentent d'associer depuis bien longtemps déjà les capitaux occidentaux, mais pour s'engager dans une vaste politique de privatisation des entreprises d'Etat.

Privatisation, au sens plein et entier du terme, et non point l'autonomie des entreprises jusqu'à et y compris le droit de commercer directement avec l'Occident. Cela, c'est déjà fait. Un des débats qui se déroule au sommet même du PC Hongrois est justement que, comme l'affirme un texte récent de la commission économique de la fraction réformatrice du Parti : *«Le renforcement des prérogatives des directions des entreprises est contradictoire avec les formes de propriété correspondant à une véritable économie de marché. Dans le processus de transformation des entreprises d'Etat, le propriétaire véritable ne doit pas être l'entreprise elle-même, mais en priorité, des propriétaires individuels ou des sociétés. Seul, l'intérêt individuel lié à la propriété privée peut insuffler à l'économie le dynamisme nécessaire»*. L'automne prochain doit être adoptée une nouvelle vague de lois, destinées juridiquement à assurer la prépondérance des propriétaires futurs face aux dirigeants d'entreprises actuels.

La presse est remplie depuis plusieurs mois de commentaires sur l'art et la manière de transformer les entreprises d'Etat en entreprises privées avec, de préférence, la participation de capitaux occidentaux. En tous les cas, les intentions des dirigeants de l'Etat à procéder à cette privatisation sont clairement et officiellement affirmées.

Reste évidemment à savoir dans quelle mesure les capitalistes occidentaux seront intéressés. Les entreprises en voie de passer sous le contrôle total ou partiel de capitaux occidentaux sont de grandes entreprises rentables, déjà présentes sur les marchés occidentaux.

Toutes les entreprises ne présentent évidemment pas le même intérêt pour le capital occidental. La course à la privatisation des grandes entreprises – d'une ampleur telle, du moins dans les intentions, que Madame Thatcher n'a plus qu'à se rhabiller – est cependant engagée.

Et pas grâce à l'arrivée au gouvernement d'un Solidarité né dans l'opposition à un PC au pouvoir, mais grâce au PC lui-même. Ce sont les dirigeants du PC à la direction de l'Etat qui ont pris, d'en haut, l'initiative d'une évolution qui vise la privatisation de l'économie, l'intégration complète dans l'économie occidentale, mais aussi, la transformation du système politique en un système parlementaire.

Le multipartisme existe déjà. A l'occasion de récentes élections partielles, ce sont les représentants de l'opposition qui l'ont emporté contre les candidats du PC. Les dirigeants du PC Hongrois discutaient de l'éventualité de perdre les élections générales de 1990 et de passer dans l'opposition, bien avant que le PC Polonais soit mis en situation de laisser le poste du Premier ministre à un représentant de l'opposition. Plusieurs de ces dirigeants souhaitent en public que le pays évolue vers un statut

TCHÉCOSLOVAQUIE

LA DICTATURE SUR SES GARDES

A l'heure où le Parti Communiste Polonais associe Solidarité au pouvoir, où les dirigeants hongrois semblent vouloir jouer la carte du multipartisme, le pouvoir tchécoslovaque maintient la dictature et recourt à la force contre l'opposition.

On a pu le constater à l'occasion du 21e anniversaire de l'écrasement du Printemps de Prague de 1968, célébré lundi 21 août.

Deux mille manifestants se sont rassemblés sur la place Wenceslas à Prague. Aux cris de *«Vive la liberté ! Vive la Pologne ! Vive Dubcek !»* (le dirigeant «réformateur» du PC Tchécoslovaque en 1968), les manifestants, jeunes pour la plupart, et parmi lesquels se trouvaient des Polonais et des Hongrois, ont défié les autorités avant d'être dispersés à coups de matraques.

Le pouvoir avait pourtant tout mis en œuvre pour empêcher les rassemblements d'opposants. Prague semblait en état de siège : escadrons de police à tous les carrefours, contrôles d'identité incessants, barrages pour interdire l'accès à la place Wenceslas. La presse officielle agitait la menace d'une repression «à la chinoise», justifiant à l'avance l'utilisation de balles réelles contre les «provocateurs».

Ce déploiement de force cachait mal la nervosité des dirigeants devant une situation changeante.

Cette nervosité n'est pas due principalement aux difficultés économiques. La Tchécoslovaquie subit la crise, mais dans une moindre mesure que la Pologne ou la Hongrie, comme ne cesse de le répéter le pouvoir.

Politiquement en revanche, la dictature tchécoslovaque se sent isolée depuis quelques mois. La détente entre l'URSS et les Etats-Unis, les réformes de Gorbatchev ont permis aux «partis frères» de Pologne et de Hongrie de desserrer le carcan de la dictature.

Les dirigeants tchécoslovaques se retrouvent dans la position inconfortable d'avoir à défendre l'intervention étrangère contre leur propre pays, alors qu'elle est condamnée par les envahisseurs d'hier. Ils doivent également faire face aux espoirs que ce vent de réformes éveillent dans la population.

Rudolf Hegenbart, un responsable du parti, a admis récemment dans une interview au quotidien soviétique *Izvestia* qu'une réforme politique était nécessaire en Tchécoslovaquie, *«sinon nous allons entrer dans une profonde crise historique»*.

Alors, il n'est pas impossible que dans leur for intérieur, certains dirigeants tchécoslovaques souhaitent une démocratisation à l'occidentale (ou plutôt à la Polonaise, à la Hongroise, à la Russe...).

Mais il faut oser lever la chappe de plomb de la dictature, car ce n'est pas sans risque pour le pouvoir. La Charte 77 avait été signée par 1300 intellectuels. La récente pétition lancée par l'opposition, pour des droits démocratiques et la condamnation officielle de l'invasion de 1968, a déjà recueilli 20 000 signatures dans toutes les couches de la population.

Les dirigeants tchécoslovaques pourraient sans doute se décider à engager d'en haut une évolution démocratique, qu'à condition de penser qu'ils peuvent parfaitement la contrôler et la maîtriser. Et tout le problème est là. Ce qu'ils ne veulent pas, c'est risquer de voir s'engouffrer aux premières mesures de libéralisation une vague contestataire populaire qui pourrait commencer par désavouer de façon écrasante ceux-là mêmes qui, après avoir tant sévi, donnent enfin l'occasion de s'exprimer.

Après tout, c'est l'expérience cuisante que vient de faire Jaruzelski et le parti unique polonais, avec les dernières élections législatives pratiquement libres, où le POUP a subi une écrasante défaite électorale, au-delà de tout ce qu'il pouvait craindre. Mais enfin, en Pologne, la clique au pouvoir n'a pas choisi toute la situation ! Le choix de collaborer avec Solidarité avait été fait depuis plusieurs mois, dans une situation sociale critique où le recours à Solidarité pouvait être une solution.

Il y a bien sûr, l'autre exemple, celui de la Hongrie, où tout se passe à la fois de façon délibérée, par en haut de la part du gouvernement hongrois, et bel et bien en douceur, avec une sorte de consensus général de la population, à l'égard d'un régime qui fut en son temps aussi brutal qu'en Tchécoslovaquie. Seulement, à la différence de la Tchécoslovaquie, la dictature hongroise a amorcé, non pas d'abord une démocratisation politique, mais une libéralisation économique depuis près de 20 ans maintenant. Ce faisant, le régime hongrois, avant toute réforme politique, a acquis – au fil des ans – une sorte de base sociale auprès de la petite bourgeoisie des campa-

GRANDES ENTREPRISES D'ÉTAT

de neutralité, tout en ajoutant que la situation internationale n'est pas encore tout à fait mûre pour cela. La plupart des partis d'opposition inscrivent cependant dans leur programme le retrait du pacte de Varsovie.

★ ★ ★

Le consensus de l'appareil d'Etat – y compris, à en juger par certaines déclarations et par certaines mesures, de l'état-major de l'armée – et des milieux politiques pour continuer les transformations engagées semble, en tous les cas pour aujourd'hui, acquis.

C'est évidemment le contexte international, la politique de Gorbatchev qui ont créé les conditions de cette évolution, sinon ses raisons profondes qui, elles, s'enracinent dans la création même de ces régimes. Les initiateurs et les principaux acteurs de cette évolution, quasi-ouvertement désignée comme une transition du «socialisme» au capitalisme, souhaitent qu'elle ait lieu sans crise majeure.

Ils trouvent un solide appui dans cette couche véritablement bourgeoise, large à défaut d'être riche, qui n'est jamais disparue du pays, mais qui connaît un développement permanent depuis que le régime Kadar a choisi, quelques années après l'écrasement de la classe ouvrière en 1956, de favoriser «l'initiative privée». Cette couche, rapace autant que minable dans ses ambitions, réactionnaire et profondément anti-ouvrière, ne sera pas la principale bénéficiaire de l'évolution en cours. Le capital occidental, pour autant qu'il soit intéressé, ne laissera pas plus à cette couche que ce qu'elle laisse à la bourgeoisie autochtone des pays sous-développés : les bas morceaux. Mais pour l'instant, ça suffit aux intéressés.

Mais il y a la classe ouvrière. Sur le plan économique, elle sera – et elle est déjà – objectivement le principal perdant de l'affaire. Elle connaît déjà depuis plusieurs années l'inflation et la perte du pouvoir d'achat. Elle est en train de découvrir le licenciement et le chômage.

Mais en même temps, elle subit tous les effets corrupteurs de cette évolution économique. La différenciation sociale entre couches sociales atteint, aussi, d'en dedans la classe ouvrière. Si la fraction la plus pauvre de la classe ouvrière – le salaire minimum est de l'ordre de 400 F par mois – tombe dans la misère, une fraction privilégiée, celle qui travaille dans les «bonnes» entreprises, ou qui a la possibilité de faire une des multiples formes du travail noir... officielles, peut se bercer de l'espoir d'accroître ses salaires. En outre, à la différence de la quasi-totalité des pays de l'Est, la pénurie des produits de consommation n'est pas visible, il y a de tout dans les magasins. A condition d'avoir de l'argent ? A coup sûr, mais cela semble moins désespérant que ne rien y avoir – et c'est inscrit au profit de l'évolution.

Et puis, les travailleurs comme tous les citoyens apprécient, bien évidemment, l'accroissement des libertés et l'évolution qui semble y avoir mené. D'autant que la comparaison avec la Roumanie voisine, liée par une multitude de liens y compris familiaux, est présente dans les esprits.

Cela n'empêche pas le régime d'être prudent. Si les syndicats officiels se mettent en avant depuis plusieurs mois, s'il leur arrive de prendre l'initiative de grèves dans les entreprises, voire, comme la semaine dernière, l'initiative d'un débrayage national d'avertissement pour protester contre la hausse envisagée du prix de la viande, ce n'est pas seulement parce que l'appareil syndical ne tient pas à subir le sort des syndicats officiels polonais, supplanté par Solidarité. C'est aussi parce que ni le parti au pouvoir, ni l'opposition ne tiennent à avoir des grèves de l'ampleur de celles de la Pologne en 1980. Il vaut mieux lâcher de la vapeur. Plutôt que d'affronter la classe ouvrière, les artisans de l'évolution engagée préfèrent la neutraliser, voire l'associer à l'évolution en cours, en lui faisant miroiter les illusions de l'amélioration future en contrepartie des mesures de l'austérité présente. Les dégâts de décennies de dictature stalinienne leur facilitent incontestablement les choses...

Georges KALDY

La «Une» d'un hebdomadaire qui se présente comme celui de la réforme : l'armoirie ancienne manière de la Hongrie est surmontée de la couronne de Saint-Etienne présentée comme symbole de l'unité nationale.

gnes et des villes qui a prospéré, voire s'est carrément enrichie au travers du marché libre.

A voir leurs dernières réactions, les dirigeants tchèques estiment sans doute eux-mêmes qu'ils sont suffisamment impopulaires et détestés et ne disposent pas d'un consensus suffisant dans le pays, pour prendre le risque de donner un coup de pouce qui pourrait les ébranler ensuite eux-mêmes définitivement.

Devenir réformateurs, un jour ou l'autre, peut-être, mais suicidaires... certainement pas ! Alors aujourd'hui, les dirigeants tchécoslovaques freinent des quatre fers et restent au pied du mur comme le renard de la fable... Les raisins du libéralisme sont encore trop verts.

Bernard FABIAN

ALLEMAGNE DE L'EST

LES DIRIGEANTS N'APPRÉCIENT PAS LE VENT DE L'EST

500 Allemands de l'Est ont profité, samedi 19 août, d'une manifestation autorisée rassemblant Autrichiens et Hongrois à la frontière des deux pays pour passer à l'Ouest. Plusieurs centaines d'autres sont passés depuis clandestinement (l'un d'eux a été tué «accidentellement» par un garde frontière hongrois). Plusieurs centaines d'autres s'étaient réfugiés ces dernières semaines, voire ces derniers jours, dans les représentations diplomatiques ouest-allemandes à Berlin-Est, Prague, Budapest et Varsovie. Depuis le début de l'année plus de 55 000 citoyens de RDA ont été accueillis en Allemagne de l'Ouest, un record depuis la construction du «mur» à Berlin et entre les deux Allemagnes en 1961, mur justement destiné à stopper l'émigration massive d'Allemands de l'Est vers l'Ouest.

La doctrine officielle de la RFA est que tout citoyen de la RDA, et même tout membre d'une minorité d'origine allemande d'un pays d'Europe de l'Est a droit automatiquement à la citoyenneté ouest-allemande s'il l'a demandée. Outre un bénéfice de propagande, l'Allemagne de l'Ouest était aussi intéressée par la venue d'une main d'œuvre disciplinée, peu exigeante et de langue allemande de surcroît.

Cette politique n'empêchait nullement jusque-là la RFA d'entretenir des relations économiques poussées avec l'Allemagne de l'Est. L'afflux important de réfugiés, depuis le début de l'année, encouragé par l'affaiblissement du contrôle par la Hongrie de sa frontière avec l'Autriche, rend de ce point de vue les choses un peu plus délicates.

Le chancelier ouest-allemand se défend de toute incitation en ce sens : *«La pression pour le changement ne vient pas de l'Occident, mais de Pologne, de Hongrie et d'Union Soviétique»*. Et l'Allemagne de l'Ouest pour tempérer l'ardeur des candidats à l'émigration, vient, après ses représentations diplomatiques à Berlin-Est, et en Hongrie, de fermer son ambassade à Prague, en Tchécoslovaquie.

A l'Est, côté RDA, on explique ainsi la volonté d'immobilisme et le refus des réformes : *«Toute réforme du système est-allemand sur le modèle de ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe de l'Est aurait pour seule conséquence de priver la RDA de sa raison d'exister»* a expliqué un responsable du PC. Car les autres pays du pacte de Varsovie *«existaient tous, avant leur réorganisation socialiste, en tant qu'Etats dotés de structures capitalistes ou semi-féodales (...) Par contraste, la RDA a été créée sur une partie des ruines de l'Allemagne divisée et vaincue après la Seconde Guerre mondiale (...). Quel droit à l'existence aurait une RDA capitaliste, voisine de la République fédérale capitaliste ? Aucun, naturellement»*.

On ne saurait être plus clair.

La division de l'Allemagne en deux est une aberration et ce n'est pas parce qu'elle dure depuis 45 ans qu'il ne s'agit pas, de part et d'autre du mur de Berlin, d'un même et unique peuple ayant la même langue, la même histoire et pratiquement le même niveau de développement. La seule justification de la République «Démocratique» Allemande n'est pas la démocratie, mais bien plutôt là le maintien d'un système de dictature sur toute la population est-allemande, en fonction d'accords passés jadis entre Staline et l'impérialisme américain. L'Allemagne de l'Est qui a hérité d'une partie du territoire et des infrastructures économiques de l'ancienne Allemagne fait en effet figure de pays développé à côté des autres pays de l'Europe de l'Est et elle aurait sans doute moins de mal à modifier dans le sens d'une économie de marché son fonctionnement économique. Mais alors bien peu de choses justifieraient son existence séparée de l'Allemagne de l'Ouest dont elle subirait encore plus fortement l'attraction. Ce sont des raisons uniquement politiques qui empêchent les dirigeants de l'Allemagne de l'Est de réintégrer le giron occidental. En tant que dirigeants d'un appareil d'Etat différent, séparé, ils ne peuvent envisager de gaité de cœur de se saborder. Même le dos au mur, les dirigeants de l'Allemagne de l'Est seront les plus fermes défenseurs du statu-quo et d'ores et déjà ils sont les plus hostiles à toute tentative de réformes politiques qu'elles émanent de Pologne, de Hongrie ou même d'URSS.

Pierre LEMAIRE

AFP

Avec ou sans «ausweis», les Palestiniens sous contrôle de l'armée israélienne : ici à Gaza en 1988.

CARTE MAGNÉTIQUE POUR LES HABITANTS DE GAZA : LES PALESTINIENS CONTRE CE NOUVEL AUSWEIS

Les autorités israéliennes tentent d'imposer le port d'une carte magnétique aux Palestiniens de la Bande de Gaza qui se rendent en Israël, que ce soit pour travailler, se soigner ou pour toute autre raison. La carte n'est octroyée qu'après qu'a été passée au crible la situation des intéressés : contrôle de police, contrôle fiscal, contrôle de sécurité militaire.

Les justifications avancées pour la mise en place de cette carte il y a deux mois, devenue obligatoire depuis le 18 août, ont, selon les autorités israéliennes, trait à la sécurité de leurs citoyens. La mise en place avait été décidée au moment où des attentats avaient été commis dans des localités israéliennes proches du territoire de Gaza, et les auteurs présumés avaient été accusés de les avoir préparés à partir de là. C'est à la suite de cela que des voix en Israël s'étaient élevées pour prôner un bouclage complet de la Bande de Gaza, dans le but d'empêcher également les Gazans de venir gagner leur vie en Israël. Il y a en effet 50 000 Gazans (sur 700 000 habitants) qui franchissent chaque jour la frontière et qui fournissent au patronat israélien une main-d'œuvre particulièrement bon marché et surexploitée. Les ultras israéliens, désireux d'exercer des représailles, prétendaient de surcroît ainsi vouloir mettre un terme à ce qu'ils nommaient une «Intifada de luxe», permettant – selon leurs dires – à des Palestiniens de gagner leur vie le matin en Israël et de lancer l'après-midi des pierres contre les Israéliens.

Le gouvernement israélien effectivement, en durcissant les contrôles pour la population de Gaza, ne vise pas seulement à empêcher que «l'Intifada» ne gagne des territoires occupés au territoire d'Israël même. Il vise aussi à faire pression sur la population de Gaza, en lui faisant un chantage économique, en empêchant tous ceux qui sont soupçonnés d'hostilité et surtout de participation d'une façon ou d'une autre à la «Révolution des pierres», de venir chercher des moyens d'existence en se faisant exploiter en Israël.

A cette pression de l'Etat sioniste, les organisations palestiniennes, OLP ainsi que musulmans intégristes, ont répondu par un mot d'ordre de boycott de la carte magnétique, demandant à la population de ne pas la prendre, ou à ceux qui l'auraient déjà, de la remettre aux militants qui en font le ramassage. Ce qui revient à mettre Israël en demeure de se passer totalement de la main d'œuvre des Gazans au cas où cette exigence serait maintenue, et à condition bien sûr que le mot d'ordre soit suivi. Un combat justifié sur le fond, tout le problème étant de vérifier qu'il se mène avec l'approbation de la majorité de la population.

Toujours est-il que même dans le camp israélien une fraction de la population n'approuve pas non plus cette obligation de la carte magnétique. Certains pour des raisons purement économiques, car ils considèrent la main-d'œuvre arabe comme indispensable à la bonne marche de leurs affaires qu'ils ne souhaitent pas voir perturbées. Mais d'autres aussi, sans doute hélas peu nombreux, parce que cela leur rappelle d'autres souvenirs, d'autres vexations, comme les «Ausweis», les «laisser-passer» que les autorités nazies donnaient ou refusaient, lorsqu'elles persécutaient le peuple juif, à qui il avait même été imposé le port de l'étoile jaune pour mieux le distinguer.

Peut-être que dans la situation actuelle, les chances de faire reculer les autorités israéliennes sur la question de la carte magnétique sont minces. Mais il est souhaitable que celles-ci puissent faire l'expérience qu'elles n'imposeront pas sans combat – et sans dommages – de nouvelles brimades à la population des territoires occupés, et que ce n'est pas encore par ces moyens qu'elles obtiendront la fin de l'Intifada.

André LEMOINE

MOUVEMENT PALESTINIEN : LA GUERRE INTERNE POUR LE POUVOIR

Gamma/Randy/Belinsky

Arrestation en février 88 d'un Palestinien soupçonné d'avoir participé au lynchage d'un «collaborateur».

Alors que les victimes palestiniennes ne cessent de se multiplier depuis le début de l'Intifada, se chiffrant par centaines de morts, d'autres morts viennent s'ajouter au bilan de la répression du mouvement palestinien dans les territoires occupés. Mais ces morts ne sont pas le fait d'assassinats par l'armée israélienne, il s'agit de Palestiniens tués par des Palestiniens au titre de la «lutte contre les collaborateurs», de ceux qui sont accusés de servir d'auxiliaire à l'administration israélienne. Leur nombre atteindrait une centaine depuis novembre 1987, et selon *Le Monde* du 22 août, dans les dernières semaines, elles auraient atteint un rythme sans précédent, une quarantaine de Palestiniens en ayant été victimes depuis le courant de l'été.

On ne peut bien sûr pas exclure qu'il y ait parmi ces exécutions de «collaborateurs», de cas flagrants d'individus qui se soient associés aux troupes israéliennes, qui se soient personnellement compromis à l'arrestation de Palestiniens ou à des exactions contre eux. Mais y compris certains milieux nationalistes dénoncent aujourd'hui le danger de violences «aveugles» mises au chapitre de la lutte contre les collaborateurs et servant en fait à régler des comptes troubles qui n'ont rien à faire avec l'Intifada.

On ne peut alors s'empêcher de penser que, comme cela a toujours été pratiquement le cas pour la plupart des mouvements nationalistes – comme par exemple le FLN et le MNA pour l'Algérie, les mouvements indépendantistes en Angola ou ailleurs en Afrique, au Vietnam, ou même actuellement en Afghanistan ou en Afrique du Sud – la «lutte contre les collaborateurs» a toujours servi de couverture à la lutte de factions différentes qui, sans avoir de programmes politiques vraiment opposés, se battent pour le pouvoir dans un Etat qu'ils n'occupent pas encore.

Car pour tous les nationalistes candidats au pouvoir, il n'a jamais été question de s'en remettre au choix démocratique de la population qu'ils prétendent représenter. L'Etat qu'ils veulent diriger s'imposera à la population pour défendre les intérêts d'une minorité privilégiée au détriment de la majorité. Et ils ne souhaitent pas habituer la population à trancher entre les hommes qui doivent décider. Cela est vrai de toutes les tendances qui composent l'OLP, comme des intégristes musulmans. Et on peut être certain que les problèmes entre eux se règleront au couteau – ou par d'autres armes – de façon d'autant plus sanglante que la constitution de l'Etat palestinien apparaîtra comme proche.

L.G.

La visite de Rocard :

LA DIPLOMATIE DES MICRO-CHÈQUES POUR TENTER D'ACHETER LA PAIX SOCIALE

Rocard boit-il du petit lait en l'honneur de la «réconciliation» ? (AFP)

Au cours de son périple ministériel dans le Pacifique Sud, Rocard s'est arrêté trois jours en Nouvelle-Calédonie pour se rendre compte, paraît-il, des progrès économiques réalisés sur le territoire à la suite des accords Matignon de 1988.

Ces accords, que Jean-Marie Tjibaou avait signés avec Jacques Lafleur, faisaient accepter au FLNKS le report de la question de l'indépendance kanake à au moins dix ans, en échange d'un «n»ième plan de développement économique pour les Kanaks. De l'argent, des subventions, venant de France pour la Nouvelle-Calédonie, il y en aura donc, comme il y en a déjà eu tant et plus sous les précédents gouvernements y compris sous Giscard d'Estaing. Mais comme par enchantement, arrivé sur le territoire, l'essentiel des subventions, quelle que soit leur destination officielle première, aboutit à chaque fois pour l'essentiel dans les poches de la communauté blanche.

Cette fois-ci, Rocard n'économise pas les mots, et parle d'un «partage» plus équitable de l'aide française en faveur des Kanaks. Oh, il y aura bien des miettes pour les nouveaux gestionnaires kanaks issus des accords Matignon. Mais du véritable repartage des richesses entre les riches spéculateurs blancs de Nouméa qui encaissent les subventions de Paris tout en plaçant leur fortune en Australie, et les Kanaks qui vivotent dans la brousse, il n'en est pas question, comme il n'a jamais été question de rendre aux Kanaks tout ce que les colons leur ont extorqué par la violence depuis plus d'un siècle.

Quant aux «progrès économiques» réalisés depuis la signature des accords Matignon, mis à part la construction d'une douche pour une école de village et autres «micro-projets» du même style (c'est le terme employé par Rocard, c'est dire...), il n'y avait visiblement pas grand-chose à montrer. Par contre, la presse et la télévision françaises ont surtout mis l'accent sur les relations entre le Premier ministre et les dirigeants kanaks, en particulier à Canala, réputé pour être un des points traditionnellement chauds du territoire.

De ce point de vue, il est vrai, on a assisté à un gentil spectacle : Rocard fut accueilli à bras ouverts par Léopold Jorédié, maire de Canala et président de la région Nord. Portant costume-cravate pour l'occasion, celui-ci l'a accompagné pour planter des pins et des cocotiers (quatre en tout). Jorédié avait été l'un de ceux qui, au FLNKS, avaient manifesté leur mécontentement à la suite de la poignée de main Tjibaou-Lafleur, échangée lors de la signature des accords Matignon.

A l'époque, Jorédié avait même déclaré avec amertume à ce propos : *«Avoir réussi à convaincre l'esclave d'accepter de serrer la main de son maître pour réconcilier les Français, cela constitue un exploit sans précédent».* Cette déclaration lui avait d'ailleurs valu d'être traité par Rocard de *«trotskyste haineux»* (!). Et voilà donc ce même Jorédié et ce même Rocard bras dessus, bras dessous et jouant les jardiniers sur le lieu-même où Eloi Machoro avait été tué par les gendarmes français en 1984 !

Ce fut ce même scénario ou presque lorsque Rocard fut reçu plus tard par Aymar Bouananoué, le maire des îles Belep, fief indépendantiste au Nord de la Nouvelle-Calédonie qui s'était déclaré indépendant en 1987. Les accords Matignon avaient ensuite ramené les îles rebelles dans le giron de la France, et aujourd'hui ledit Aymar n'y trouve plus rien à redire.

Bref, il semble que les «aides économiques» de l'Etat français, à défaut d'améliorer la situation des Kanaks, se sont avérées suffisantes pour acheter le consentement – et la dignité – de quelques dirigeants kanaks, pour qui la perspective de devenir de bons notables gestionnaires de la partie pauvre du «Caillou» vaut bien qu'on se donne en spectacle et qu'on célèbre la paix retrouvée.

Mais rien ne dit que les petits cadeaux de Rocard suffiront à acheter le silence de la population elle-même. A Canala par exemple, comme le rapportait un chef coutumier, autour du petit îlot de luxe où Rocard a fait son numéro, les villages vivent sans eau potable et sans électricité.

Voilà une réalité que les discours de Rocard sur les «projets de micro-développements» et les pourboires qu'il distribue à quelques-uns ne sauraient faire oublier.

Julien MALTÈS

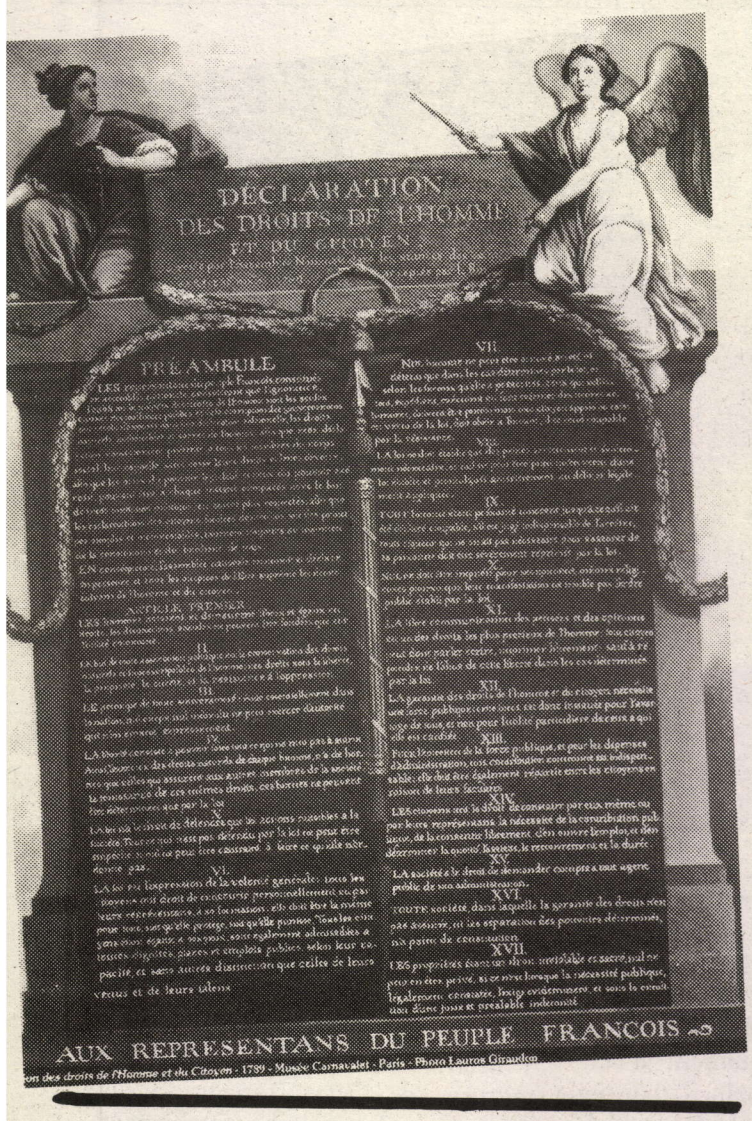
FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

LYON
Samedi 16 septembre à partir de 12 h
Hall des Fêtes
SAINT-FONS

BORDEAUX
Samedi 16 septembre de 18 h à l'aube
Dimanche 17 septembre de 12 h à 19 h
Parc de Mussonville à BEGLES

DIJON
Samedi 16 septembre de 19 h à 3 h du matin
Dimanche 17 septembre de 12 h à 2 h
Salle Mendès-France - QUETIGNY

TOULOUSE
Samedi 23 septembre à partir de 18 h
Dimanche 24 septembre jusqu'à 20 h
Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)



26 AOÛT 1789 : LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME... BOURGEOIS

La Déclaration des Droits de l'Homme est évidemment le thème dominant de la commémoration officielle du bicentenaire de la Révolution française. Mise en avant lors des cérémonies du 14 juillet, bien davantage que la prise de la Bastille proprement dite, cette fameuse Déclaration va être de nouveau célébrée ce samedi 26 août où Mitterrand doit inaugurer une fondation «Arche de la fraternité» au sommet de la grande arche de la Défense à Paris.

Le 4 août, lui, n'a eu droit à aucune cérémonie officielle. Peut-être parce que cette nuit de l'abolition des privilèges dut trop visiblement son élan révolutionnaire à l'intervention violente de la paysannerie ?

La Déclaration des Droits de l'Homme peut, il est vrai, apparaître, par contraste, comme l'œuvre sereine d'une assemblée parlementaire, comme le résultat de la pure volonté des nouvelles élites qui aspiraient en 1789 au gouvernement de la France.

Et cela correspond à une réalité.

Dans ses aspects universels, la Déclaration des Droits de l'Homme fut effectivement un enfant voulu de la classe sociale lancée en 1789 à la conquête du pouvoir en France.

Dans ses limites également. Car cette classe conquérante était la bourgeoisie.

La déclaration de légitimité d'une classe conquérante

Lorsque l'Assemblée constituante décréta, le 4 août 1789, que la Constitution qu'elle était en train d'élaborer afin de limiter le pouvoir du roi, serait précédée d'une Déclaration de principes, l'idée était dans l'air depuis pas mal de temps déjà, et s'inspirait pour une large part de l'exemple de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique de 1776 *(«Nous tenons ces vérités pour évidentes – que tous les hommes ont été créés égaux ; qu'ils sont dotés, par leur créateur, de certains droits inaliénables ; qu'au nombre de ces droits sont la vie, la liberté, et la poursuite du bonheur»).*

De façon en partie analogue aux colons américains dans leur lutte pour s'affranchir de la tutelle coloniale de l'Angleterre, les bourgeois révolutionnaires français ressentaient la nécessité politique d'affirmer, solennellement, la légitimité du nouveau régime qu'ils étaient en train d'instaurer.

D'autant plus qu'ils s'en prenaient à un ordre séculaire, à tout un fatras hérité des temps de la féodalité et consacré par l'Eglise catholique.

Et, comme les penseurs de l'Assemblée étaient imprégnés de l'esprit de l'intelligentsia européenne des «Lumières», qui s'enflammait depuis plusieurs décennies pour les idées de liberté, de progrès, de connaissance de l'Univers, les formulations générales et abstraites, qui vinrent sous leur plume, en tant que porte-parole désireux de se hausser au-dessus des petitesses des bourgeois individuels, portent cette marque qui leur confère un aspect d'universalité :

«Article I. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits...

Article II. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression».

Mais ces formulations ne sont pas dues seulement à la tournure d'esprit de quelques individus. La bourgeoisie, classe conquérante à cette époque, n'avait nulle peine à identifier ses intérêts à ceux de l'Humanité. Elle sillonnait les mers du globe et s'en soumettait des contrées nouvelles, elle était en pleine expansion, et elle était consciente de sa force comme de son avenir en tant que classe qui allait dominer le monde.

La liberté face aux despotes et aux monarques absolus ; l'égalité civile des individus, indépendamment du critère de la naissance, face à un Ancien Régime inégalitaire dans son essence même : elle les inscrivit sur son drapeau en toute bonne conscience de classe, contre un système et un régime qui ne lui faisaient pas sa place.

La propriété sacralisée

Evidemment, si le fait d'avoir proclamé la liberté et l'égalité comme des droits fondamentaux de l'homme a belle allure devant la postérité, celui d'y avoir inclus en bonne place la propriété paraît beaucoup moins noblement universel. C'est pourtant peut-être le droit qui allait le plus de soi, aux yeux des bourgeois rédacteurs de la Déclaration. Comme le déclara le député Boissy d'Anglas, plus tard, à la Convention : *«Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre naturel».* Ces députés étaient bien conscients d'avoir *«pour concitoyens une multitude immense d'hommes sans propriété... qui s'irritent quelquefois, non sans de justes motifs, du spectacle du luxe et de l'opulence»,* mais pour eux, comme pour la plupart de leurs inspirateurs intellectuels, seuls les possédants étaient qualifiés pour jouer un rôle dirigeant. Ainsi, pour Voltaire, dans un pays bien organisé, *«le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne».*

Si bien que ce droit de propriété, refusé dans les faits à la majorité, ils n'éprouvèrent même pas le besoin de s'y attarder et de le détailler, se bornant dans un réflexe ultime, au dernier jour de leurs travaux, à le déclarer *«inviolable et sacré»* ... Révélateur tout de même.

Si on en juge par l'application pratique que la bourgeoisie a faite de sa Déclaration des Droits de l'Homme, celle-ci reste un monument d'hypocrisie. Déjà, Jacques Roux et quelques autres, et surtout Babeuf, dénoncèrent cette conception abstraite, formelle, de la liberté, qui n'est pour le grand nombre que la liberté de végéter dans la misère et l'ignorance... et certainement pas d'accéder à la propriété bourgeoise.

Il y a égalité et égalité

Quant aux hommes *«égaux en droits»,* même au simple niveau des droits des citoyens, il ne s'agit d'emblée que des possédants – des possédants mâles et blancs de peau, s'entend. Si les Constituants s'entendirent à accoucher d'un beau texte, ils s'entendirent aussi très bien, et dans la même foulée, à en restreindre autant que possible la portée réelle.

Dès qu'il s'agit du simple droit de vote, ils établirent un cens qui en écartait les citoyens non-propriétaires, déclarés «passifs», soit entre le tiers et la moitié de la population. Ce fut une de leurs toutes premières mesures.

Quant à l'esclavage pratiqué dans les colonies des Antilles et de la Guyane, ils se refusèrent avec obstination à l'abolir. Un peu comme les paysans qui durent mener une farouche guérilla pour imposer que finalement les droits féodaux fussent abolis sans indemnité, les Noirs des Antilles durent mener leur combat eux-mêmes pour arracher l'abolition de l'esclavage.

Des révolutionnaires tels que Brissot ou Condorcet, avaient pourtant dénoncé ce scandale, de même que certains avaient fustigé l'injustice du sort réservé aux femmes ; Condorcet, notamment, en tant qu'intellectuel, écrivit de belles pages sur ce sujet.

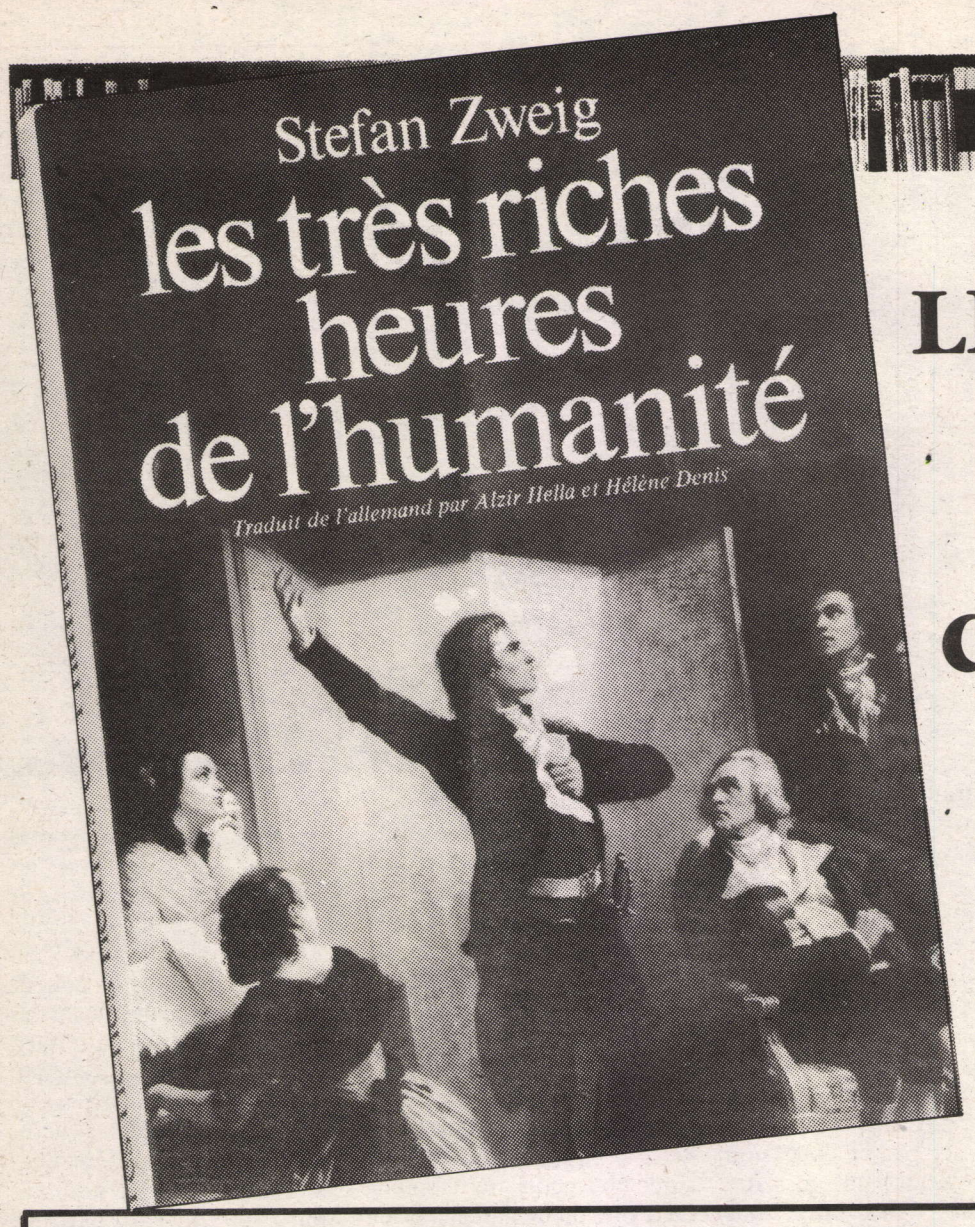
Mais il est significatif que ce même Condorcet, lorsqu'il défendit en 1789 son projet de Déclaration des Droits devant l'Assemblée, n'y fit pourtant aucune mention des droits des femmes. Celles-ci jouaient alors, à Paris en particulier, un rôle de premier plan dans les émeutes populaires, et elles n'étaient pas les moins déterminées. La générosité humaine d'un Condorcet trouvait peut-être là une de ses limites sociales...

★ ★ ★

Si les hommes qui, dans toute l'Europe et jusqu'en Amérique latine, luttèrent au long du 19e siècle pour leur émancipation, trouvèrent dans la Révolution française des idées exaltantes, aujourd'hui la Déclaration des Droits de l'Homme qui en fut un drapeau n'est plus prétexte pour les bourgeois (et encore, pas tous) qu'à une commémoration vide de sens. Il ne peut en être autrement. Nous vivons dans un univers où la domination de la bourgeoisie a donné toute la mesure de sa férocité.

Seul le prolétariat mondial pourrait parvenir à donner un contenu réel à une conception des Droits de l'Homme qui ne serait pas frappée par la tare congénitale de l'égoïsme d'une classe particulière, qui serait véritablement universelle. Car le prolétariat n'est pas une classe exploiteuse du travail d'autrui, et il constitue une classe objectivement solidaire à l'échelle du monde entier.

Christiane LE GUERN.



LES TRÈS RICHES HEURES DE L'HUMANITÉ de Stefan ZWEIG

Stefan Zweig a voulu faire revivre quelques-uns de ces moments décisifs de l'histoire de l'humanité, ces heures *«historiques»* qui, écrit-il dans la préface qu'il a faite pour cet ouvrage, *«ont été décisives pour des décennies et pour des siècles»*.

Il raconte, en douze récits successifs, des événements aussi variés que la prise de Byzance par les Arabes en 1453, la découverte de l'Océan Pacifique, les moments-clés de la vie de quelques artistes et écrivains, Waterloo, la pause du cable téléphonique qui allait relier l'Amérique à l'Europe, Lénine traversant l'Allemagne dans un wagon plombé pour regagner au plus vite la Russie en révolution, pendant la Première Guerre mondiale.

A ces moments décisifs de l'histoire, écrit Zweig, *«une masse considérable d'événements se trouve concentrée alors en un minimum de temps. Ce qui d'ordinaire se déroule lentement, de manière successive ou parallèle, se comprime en un seul instant qui décide ou détermine tout : un seul oui, un seul non, un geste avancé ou retardé rend cette heure irrévocable pour cent générations et détermine la vie d'un individu, d'un peuple, ou même la destinée de l'humanité entière»*.

Les récits de Stefan Zweig portent sur des hommes qui ont su avoir l'audace nécessaire à des moments décisifs, ou la tenacité voulue pour réaliser leurs projets. Comme Cyrus W. Field, qui réussit à plusieurs reprises à trouver les capitaux nécessaires à une entreprise qui, au début, était encore au-dessus des capacités techniques de l'époque (car la pose d'un câble à travers l'Atlantique n'alla pas sans de nombreux déboires), et qui se relevait après chaque échec...

Stefan Zweig raconte aussi comment le musicien Haendel, diminué par la maladie, reconquit la santé et le génie. Il imagine les derniers jours de Tolstoï, quand l'écrivain, fuyant sa famille et sa propriété où il menait une vie contraire aux idées qu'il défendait mit enfin ses actes en accord avec ses paroles...

Stefan Zweig montre aussi des hommes qui ont manqué de l'audace que réclamait la situation. C'est ainsi que la défaite de Napoléon à Waterloo devient, sous sa plume, l'histoire de la pusillanimité du maréchal Grouchy, arrivé trop tard sur le champ de bataille parce qu'il n'avait pas osé désobéir à un ordre de Napoléon, un ordre écrit mais caduc...

Un récit montre un homme ayant accompli un exploit formidable mais se faisant voler sa gloire : l'histoire a reconnu le nom du conquérant espagnol Pizarre, pas celui de Balboa, exécuté par le premier, et qui fut pourtant celui qui planta le drapeau espagnol dans l'Océan Pacifique, après avoir bravé les périls de la traversée de l'isthme de Panama...

Dans chacun de ces récits, Stefan Zweig exalte le courage moral et souvent physique qu'il a fallu à ces hommes pour affronter une situation qui demandait qu'ils se dépassent eux-mêmes, qu'ils aient foi en ce qu'ils faisaient.

Stefan Zweig a terminé sa préface en affirmant : *«A aucun moment, je n'ai tenté de colorer différemment ou de renforcer, par le biais de l'imagination, la vérité profonde des événements»*. Pour lui, c'est *«l'Histoire qui fait œuvre de poète, de dramaturge»*.

Pourtant, c'est bien lui, cependant, Stefan Zweig, le dramaturge qui sait mettre en scène et rendre proches les hommes qu'il rend célèbres, le poète qui émeut ses lecteurs...

Oeuvre d'un humaniste persuadé que l'Histoire est faite par les hommes, ayant foi en leur courage et leur détermination, *Les très riches heures de l'humanité* ont été écrites avant la Seconde Guerre mondiale. Elles n'ont guère pris de rides !

S.F.

Les très riches heures de l'humanité
de Stefan Zweig. Edit. Belfond, 232 pages, 120 F.

DEUX RECUEILS DE NOUVELLES :

LES VITAMINES DU BONHEUR de Raymond CARVER

Les vitamines du bonheur est le titre d'une des douze nouvelles de l'écrivain américain Raymond Carver réunies dans ce livre de poche. Ces nouvelles décrivent des hommes et des femmes désemparés, parce que brutalement confrontés à une situation qu'ils n'ont pas les moyens de dominer : un homme, que sa femme vient de quitter, doit se débrouiller pour faire garder ses enfants. Il trouve la perle rare, qui reconstitue une vie à peu près normale autour d'eux – et cette perle fait défection à son tour ; un enfant meurt le jour de son anniversaire, et ses parents finissent par trouver un peu de consolation chez un pâtissier qui avait fabriqué son gâteau d'anniversaire ; un ex-alcoolique doit quitter la maison où il s'était refait une vie... Les choses de la vie, dans l'Amérique du début des années quatre-vingt, un univers étouffant, sans espoir...

Ce n'est pas très gai mais cela se lit d'un trait, car Raymond Carver écrit simplement et semble plein de compassion pour ces hommes et ces femmes qui, dans leur détresse, avec de maigres moyens, essaient quand même de faire face...

LES VITAMINES DU BONHEUR
de Raymond Carver.
Réédition en Livre de Poche.

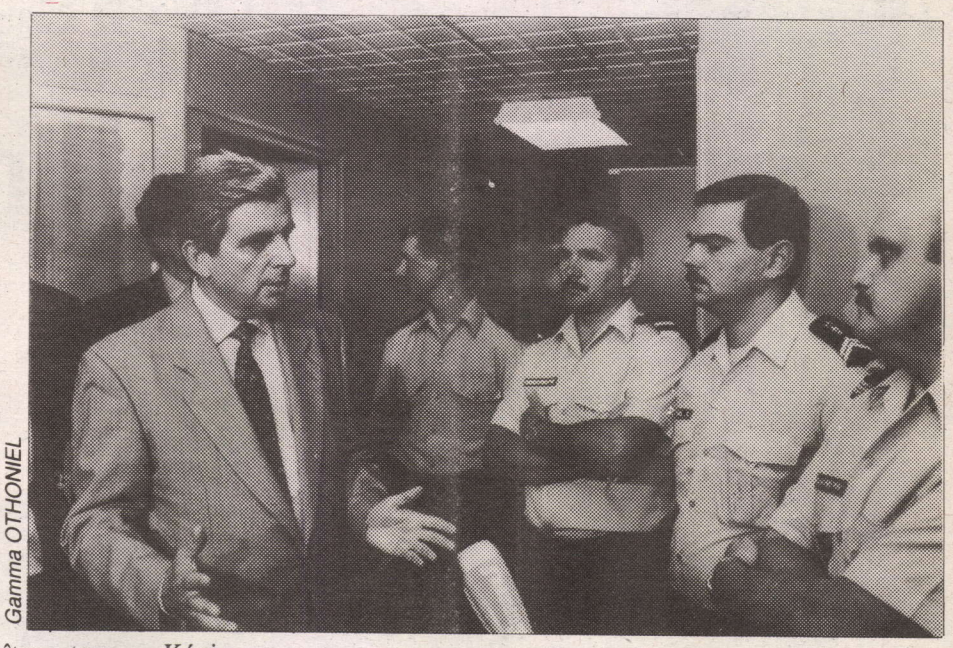
LES QUATRE SAISONS de Marie GALLANT

Les quatre saisons, composé de nouvelles plus compliquées, plus longues, touffues même, met aussi en scène des gens désemparés. Mais ils le sont car il se retrouvent hors de leur contexte, et souvent hors de leur pays, pendant les années de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre, comme Thomas, un prisonnier de guerre allemand en France rentré bien après les autres en Allemagne, ou Carmela, une petite italienne placée comme bonne chez un couple d'Anglais dont elle comprend la langue mais pas le comportement. C'est un peu froid, mais bien vu, souvent surprenant, et bien écrit.

S.F.

LES QUATRE SAISONS.
de Mavis Gallant.
Editions Fayard, 311 pages, 98 F.

LA CONTESTATION DES GENDARMES : CHEVÈNEMENT SUR LA SELLETTE


Gamma OTHONIEL

Venant après la grogne des gardiens de prison, puis celle des inspecteurs de police, la fronde des gendarmes secoue à son tour une institution-pilier de l'appareil d'Etat.

Aujourd'hui, toute la presse rappelle que le problème n'est pas nouveau et que s'il a éclaté cet été au grand jour sous la forme de lettres anonymes aux journaux, c'est parce que les gendarmes, qui ont un statut militaire et sont tenus au devoir de réserve, n'ont pas trouvé d'autre façon de s'exprimer directement.

C'est sans doute vrai, comme il est vrai aussi que les récriminations des gendarmes avaient depuis longtemps trouvé un écho dans le journal des (jeunes) retraités intitulé *L'essor de la gendarmerie* (publication interne fortement marquée à droite selon *Le Canard enchaîné*). Mais ces dernières semaines, le ras-le-bol des pandores s'est largement exprimé et si dans les ressentiments publiés on trouve bien sûr le rappel de l'affaire d'Ouvéa, le refus de l'assemblée nationale de faire une minute de silence en l'honneur des quatre gendarmes tués à Fayaoué, et le vote de l'amnistie pour les Kanaks emprisonnés, on trouve aussi et surtout des revendications touchant aux horaires, à la paye, aux conditions de logement, et à l'attitude d'une partie de la hiérarchie, à la fois méprisante, patriarcale, n'hésitant pas à utiliser les gendarmes de base aussi bien pour ses services personnels que pour se faire mousser auprès des autorités préfectorales ou politiques locales. En gros, les gendarmes qui se sont exprimés dans les lettres venant de différents départements, remettent en cause leur statut militaire, et souhaitent pouvoir vivre comme tout le monde en-dehors du service.

Et peut-être pour faire pendant aux récriminations teintées de nostalgie droitière, on a même vu se créer une Coordination de l'Oise, et paraître un «Képi déchaîné» fleurant la contestation gauchiste.

Qu'y a-t-il derrière le mécontentement des gendarmes de base ? Une partie de la hiérarchie qui pousserait pour ne pas se laisser distancer dans les subventions et l'avancement par la police, plus rivale qu'alliée ? Un fort courant de droite qui ne veut pas laisser passer l'occasion de contester un ministre socialiste ? Des faux amis socialistes pas fâchés de faire trébucher un Chevènement, leader d'une tendance minoritaire du PS ? Un peu de tout cela peut-être, Chevènement, lui-même, a fait allusion à des manipulations au travers des lettres anonymes. Mais une chose est sûre : le mécontentement de la base est, lui, bien réel, et porte principalement sur les conditions de travail et de vie.

En tout cas, il est à remarquer que personne à droite – mis à part les propos de Carl Lang, le nouveau secrétaire du Front National, et le RPR Labbé qui s'exprimait en son nom propre – personne ne jette de l'huile sur le feu. Quand une partie de l'appareil d'Etat, muette par définition, se met à contester, une sorte de complicité tacite resserre les rangs du milieu politique bourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche. Pour tous, c'est à Chevènement de jouer, et même si certains se réjouissent de voir le ministre en difficulté, aucun ne se permettrait, officiellement, de lui mettre des bâtons dans les roues.

Quant à Chevènement, leader d'une tendance longtemps présentée comme la gauche du PS, il se comporte en parfait ministre bourgeois : pas question de syndicat dans l'armée ou la gendarmerie ; appel à la loyauté et à la discipline avec les éternelles considérations sur la grandeur et la servitude des milieux militaires ! Sa seule audace a été de convoquer 87 gendarmes dont les noms ont été tirés au hasard sur 4 900 volontaires, au lieu de s'en tenir à la sacro-sainte voie hiérarchique. Quant aux mesures proposées, elles ne vont pas loin : nomination d'un nouveau "patron", redéploiement des brigades, création de quelque 3 000 emplois, l'uniforme offert par la princesse, petite augmentation des primes et... création de cinq commissions pour étudier les autres problèmes.

Si les gendarmes de base se contentent de cela, c'est que leur mécontentement n'était guère profond. Affirmatif.

Colette BERNARD

ASSISTANCE PUBLIQUE :

LES URGENCES EN ÉTÉ, C'EST PIRE

A l'Assistance publique, tout au long de l'année les effectifs sont au minimum. Aussi la période des vacances redouble le problème : comment la grande majorité des agents peut-elle partir en juillet et en août ? Le peu de remplaçants que l'administration recrute temporairement est loin de suffire. Elle a de plus en plus recours à un autre palliatif : la fermeture de nombreux lits, entraînant la diminution du nombre de malades hospitalisés.

Une des conséquences de cette politique est la difficulté de trouver des lits disponibles pour des malades graves devant être admis en urgence. Le SAMU par exemple perd parfois deux heures ou plus à la recherche d'un service pouvant accueillir un accidenté ; ses médecins s'en sont plaints à la direction de l'Assistance publique.

Celle-ci a donc envoyé des administrateurs dans les services recenser les lits maintenus vides pour raison de vacances. Puis elle a demandé leur réouverture, dans les réanimations et les services de chirurgie. Le directeur général a ainsi écrit dans une note : *«Il convient notamment de rappeler au chef de service que la réservation de lits et même les fermetures de lits ne doivent pas justifier le refus de malade urgent»*.

Certes mais comme l'A.P. ne veut pas embaucher, la «réouverture» des lits se fait aux dépens du personnel et des malades.

Fermer les lits, surtout les lits de Réanimation et de Chirurgie, est vraiment une politique aberrante. Si l'Assistance publique se préoccupait réellement de la santé des malades et du sort des urgences, elle embaucherait assez de monde pour maintenir, même en juillet et en août, la capacité de ses services. Mais pour cela, elle devrait revenir sur sa gestion d'austérité, et c'est le seul domaine où elle se montre inflexible.

Correspondant L.O.

SNECMA GENNEVILLIERS :

UN MILITANT SYNDICAL D'UNE ENTREPRISE DE NETTOYAGE PASSÉ À TABAC

L'USE est une entreprise de nettoyage qui travaille entre autres pour la SNECMA. Elle est actuellement en dépôt de bilan. Et il ne se passe pas de mois sans que ses salariés n'aient des retenues imaginaires sur paie, des heures supplémentaires non payées, des restructurations pour les faire travailler davantage ou des menaces de sanctions et de licenciements.

Mercredi 9 août, un travailleur, délégué syndical et du personnel, ainsi qu'un autre délégué se sont rendus au siège social de la société USE à Paris pour des problèmes de paie. Ils réclamaient les numéros exacts de Sécurité sociale et divers papiers pour régulariser les anomalies existantes. Après avoir été renvoyé de bureaux en bureaux, le travailleur de l'USE a attendu seul l'arrivée du patron.

A son arrivée, accompagné de deux membres de la direction, ils l'ont jeté à terre, l'ont roué de coups de pied et de poing en l'injuriant de propos racistes.

Un membre de la direction a ensuite téléphoné au commissariat du 17e arrondissement. Quand les policiers sont arrivés à cinq, c'était pour l'expulser des locaux. Quand notre camarade leur a demandé à être emmené à l'hôpital, les policiers lui ont rétorqué : *«Tu n'as rien. Tu n'as qu'à retourner chez toi»*... alors qu'il présentait sur le corps de multiples contusions et qu'il se plaignait de douleurs à la tête.

Ne pouvant conduire son véhicule, il a téléphoné à un collègue qui l'a emmené aux Urgences à l'hôpital Bichat. Il en est ressorti à 1 h 30 du matin. Il y est retourné de nouveau le lendemain alors qu'il souffrait de vertiges. Les médecins ont constaté et certifié de multiples hématomes et contusions. Depuis, il est en arrêt de travail et est tenu de rester allongé.

Face à cela, la direction SNECMA a pris un air ennuyé et hypocrite en disant qu'elle n'avait que des problèmes avec cette entreprise-là. Alors que c'est en connaissance de cause qu'elle confie la sous-traitance (300 personnes en tout) à ce genre d'entreprise en connaissant bien leurs méthodes de négriers.

Par contre, parmi ses camarades de travail, la réaction et la colère n'ont pas tardé. Dès le jeudi, un débrayage unanime a eu lieu pour protester contre de pareilles méthodes. Et dans les jours et les semaines à venir, la plupart de ceux qui sont en vacances seront rentrés. Et ça n'en restera sans doute pas là. Car ils ont acquis ensemble l'expérience de se faire respecter les années passées, au travers de plusieurs grèves.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995